

**No. 35583**

---

**France  
and  
Republic of Moldova**

**Treaty on harmony, friendship and cooperation between the French Republic and the Republic of Moldova. Paris, 29 January 1993**

**Entry into force:** *1 December 1995 by the exchange of instruments of ratification, in accordance with article 17*

**Authentic texts:** *French and Romanian*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 4 March 1999*

---

**France  
et  
République de Moldova**

**Traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Moldova. Paris, 29 janvier 1993**

**Entrée en vigueur :** *1er décembre 1995 par échange des instruments de ratification, conformément à l'article 17*

**Textes authentiques :** *français et roumain*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 4 mars 1999*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

TRAITÉ D'ENTENTE, D'AMITIÉ ET DE COOPÉRATION ENTRE LA  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

La République française et la République de Moldova

Partant des relations traditionnelles d'amitié et des affinités de culture et de civilisation existant entre les peuples des deux États,

Convaincues de la nécessité de renforcer la solidarité européenne par un rapprochement entre États fondé sur le respect des valeurs universelles de liberté, de démocratie et de solidarité ainsi que sur le respect des droits de l'homme,

Réaffirmant la fidélité de leurs États aux obligations découlant de la Charte des Nations Unies, et confirmant les engagements qu'elles ont souscrits dans le cadre de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, notamment dans l'Acte Final d'Helsinki et dans la Charte de Paris pour une nouvelle Europe,

Tenant compte de la volonté de la République de Moldova de créer une société démocratique, objectif que la France encourage par son soutien actif,

Désireuses d'initier et de développer leurs relations bilatérales dans les domaines politique, économique, culturel et scientifique en vue d'approfondir l'entente et la confiance entre elles,

Convaincues que l'établissement de relations d'une qualité nouvelle entre la République française et la République de Moldova correspond aux intérêts des peuples des deux États et contribue à la consolidation de la paix en Europe,

Prenant en compte les compétences des Communautés européennes et la perspective de l'Union européenne, et considérant que leur renforcement est de première importance pour l'édification d'une Europe unie et solidaire,

Ont décidé de resserrer leurs liens d'entente et d'amitié et à cet effet sont convenues de ce qui suit :

*Article premier*

1. La République française et la République de Moldova s'engagent à développer des relations de confiance et de coopération dans tous les domaines, conformément aux engagements souscrits dans l'Acte Final d'Helsinki et dans la Charte de Paris.

2. Les Parties concluent, en tant que de besoin, d'autres accords et arrangements pour mettre en application les dispositions du présent Traité.

*Article 2*

1. La République française et la République de Moldova oeuvrent à la création d'une Europe pacifique et solidaire.

2. Dans cette perspective, elles développent leur coopération politique, économique et culturelle, tant sur le plan bilatéral que sur le plan multilatéral; elles agissent pour que l'Europe évolue vers une communauté de droit et de démocratie pouvant prendre une forme confédérale.

3. La République française s'engage à favoriser le développement et l'approfondissement des relations entre la République de Moldova et les Communautés européennes. Dans ce but, elle appuie l'ouverture des discussions entre la République de Moldova et les Communautés européennes.

4. Les engagements auxquels souscrit la République française dans les accords bilatéraux

franco-moldaves respect

tent les Traités communautaires et les actes pris pour leur application.

5. La République française favorise l'admission de la République de Moldova au Conseil de l'Europe, qu'elle considère comme un facteur important en vue de son intégration dans l'Europe unie.

#### *Article 3*

1. La République française et la République de Moldova tiennent des consultations régulières, aux niveaux appropriés, sur leurs relations bilatérales et sur les problèmes internationaux d'intérêt commun, notamment sur les questions fondamentales concernant la sécurité et la coopération en Europe.

2. Des rencontres au plus haut niveau sont organisées par accord entre les Parties.

3. Les Ministres des Affaires Etrangères, qui suivent la mise en oeuvre générale du présent Traité, se réunissent au moins une fois par an. Des réunions de travail entre représentants des Ministères des Affaires étrangères des deux Etats se tiennent au moins une fois par an.

4. Les autres membres des gouvernements des deux États se rencontrent en tant que de besoin pour traiter de questions d'intérêt commun.

#### *Article 4*

1. Prenant en compte les changements fondamentaux survenus en Europe en matière de sécurité, la République française et la République de Moldova développent et approfondissent leurs relations sur le plan militaire, et procèdent de manière régulière à des échanges de vues sur leurs conceptions dans le domaine politique et militaire.

2. Elles favorisent à cette fin les contacts et la coopération entre Ministères et institutions compétents.

#### *Article 5*

1. Au cas où surgirait en Europe une situation qui créerait une rupture de la paix, ou menacerait les intérêts majeurs de sécurité d'une des Parties, cette Partie peut demander à

l'autre Partie que se tiennent sans tarder des consultations entre elles en vue de trouver dans la mesure du possible une position commune sur les moyens de cette situation.

2. La République française et la République de Moldova réaffirment leur attachement au règlement pacifique des différends conformément au droit international, et notamment aux dispositions de la Charte des Nations Unies ainsi qu'aux engagements souscrits dans le cadre de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe.

#### *Article 6*

La République française et la République de Moldova coopèrent étroitement dans le cadre de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe. Elles agissent de concert afin de renforcer ses institutions et de lui donner les moyens appropriés, notamment sur le plan juridique, pour garantir la stabilité, la sécurité et l'État de droit sur le continent européen. Elles favorisent en particulier l'adoption de normes susceptibles de contribuer à la prévention des conflits.

#### *Article 7*

La République française et la République de Moldova collaboreront, en particulier dans le cadre de la Conférence sur la Sécurité, et la Coopération en Europe, au maintien de la paix et au renforcement de la sécurité en Europe et unissent leurs efforts en vue d'établir entre tous les États européens des relations de sécurité d'une nature nouvelle.

#### *Article 8*

1. La République française et la République de Moldova, soulignant l'apport décisif des accords de désarmement à la sécurité européenne et internationale, continuent de soutenir, dans le cadre de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, le processus de désarmement, de renforcement de la confiance et de la sécurité, de coopération en matière de sécurité et de prévention des conflits.

2. Les Parties attachent une importance particulière aux mesures propres à éviter la prolifération des armes de destruction massive et agissent à cette fin de manière concertée dans les instances internationales.

#### *Article 9*

1. Dans la perspective de la création d'un ensemble européen, la République française et la République de Moldova s'engagent à créer un environnement favorable à l'approfondissement de leur coopération économique, qui aura une signification particulière pour la mise en oeuvre des réformes économiques en République de Moldova.

2. Dans ce but elles créeront une Commission mixte intergouvernementale de coopération économique, industrielle et financière.

3. Chaque Partie s'efforce d'améliorer les conditions de l'activité sur son territoire des entreprises de l'autre Partie, et d'encourager les investissements directs, de même que la création d'entreprises conjointes.

4. Les Parties coopèrent, compte tenu de leurs intérêts mutuels et en liaison avec les autres États membres et la Communauté européenne, dans le cadre des institutions économiques et financières internationales, notamment la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire international.

5. Les Parties s'efforcent de coopérer tant sur le plan bilatéral que sur le plan européen dans les domaines de la modernisation de l'ensemble des infrastructures, des transports, des communications, de l'énergie, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

#### *Article 10*

1. La République française et la République de Moldova, contribuant à la création d'un espace culturel européen, renforcent leur coopération dans les domaines de la science, de la technique, de l'éducation et de la culture, en accordant une importance particulière aux actions de formation des cadres dans ces domaines.

2. Chaque Partie encourage sur son territoire l'enseignement de la langue de l'autre Partie.

3. Les Parties contribuent au développement des relations entre les établissements d'enseignement en encourageant les échanges et les contacts directs entre enseignants chercheurs, étudiants et élèves.

4. Pour assurer une meilleure connaissance entre les peuples des deux États, les Parties soutiennent les échanges culturels et artistiques, et favorisent la coopération dans le domaine des médias ainsi que la diffusion des livres et de la presse de l'autre État.

5. Les Parties encouragent les contacts entre ressortissants des deux États, notamment les échanges entre jeunes français et jeunes moldaves tant dans les domaines culturels que sportif. A cet égard, des contacts directs entre associations et fédérations sont encouragés dans le cadre de la coopération décentralisée.

6. Les Parties concluent entre elles un Accord cadre de coopération culturelle, scientifique et technique, créent une Commission mixte intergouvernementale de coopération culturelle, scientifique et technique et procèdent à l'élaboration régulière de programmes d'échanges culturels, scientifiques et techniques fixant les axes prioritaires de leur coopération et définissant les modalités pratiques d'exécution.

7. Afin de préserver l'unité de leur coopération et d'en renforcer l'efficacité, les Parties sont

convenues d'établir

des liens permanents entre les Commissions mixtes intergouvernementales prévues par l'Article 9, alinéa 2, et

l'Article 10, alinéa 6.

*Article 11*

La République française et la République de Moldova favorisent la coopération entre les Parlements et les parlementaires ainsi qu'entre les autres organes électifs des deux États.

*Article 12*

1. La République française et la République de Moldova encouragent la coopération décentralisée dans le respect des objectifs définis par le présent Traité.

2. Dans ce but, les Parties encouragent l'établissement et le développement des relations au niveau des villes et des autres formations territoriales et administratives.

3. Dans le même esprit, les Parties facilitent la coopération entre les organisations politiques, sociales et syndicales des deux États.

4. Les Parties s'engagent à un échange de vues dans les domaines juridique et administratif.

*Article 13*

Conscientes de l'importance à l'échelle mondiale des problèmes de protection de l'environnement, la République française et la République de Moldova coopèrent dans ce domaine, notamment en ce qui concerne la prévention des catastrophes naturelles et des risques technologiques et le traitement de leurs conséquences.

*Article 14*

1. La République française et la République de Moldova initient et développent leur coopération dans le domaine consulaire.

2. Les Parties créent les conditions appropriées pour améliorer la circulation de leurs ressortissants entre les deux États.

*Article 15*

La République française et la République de Moldova collaborent dans la lutte contre la criminalité organisée, le terrorisme, le trafic des stupéfiants, la contrebande et les exportations illégales de biens culturels.

*Article 16*

Les dispositions du présent Traité n'affectent en rien les engagements des Parties à l'égard des États tiers et ne sont dirigées contre aucun d'entre eux.

Article 17

1. Le présent Traité sera soumis à ratification et entrera en vigueur trente jours après la date de réception du dernier instrument de ratification.

2. Le présent Traité est conclu pour une durée de dix ans. Sa validité sera prorogée par tacite reconduction de cinq ans en cinq ans, sauf si l'une des Parties notifie à l'autre Partie, par écrit et avec un préavis d'un an avant l'expiration de la période de validité en cours, sa décision de dénoncer le Traité.

Fait à Paris le 29 janvier 1993 en deux exemplaires, chacun en langue française et en langue roumaine, les deux textes faisant également foi.

Pour la République française :  
Le Président de la République française,  
FRANÇOIS MITTERRAND  
Le Premier Ministre,  
PIERRE BEREGOVY  
Le Ministre d'État,  
Ministre des Affaires étrangères,  
ROLAND DUMAS

Pour la République de Moldova :  
Le Président de la République de Moldova,  
MIRCEA SNEGUR  
Le Ministre des Affaires étrangères,  
NICOLAE TAU

[ ROMANIAN TEXT — TEXTE ROUMAIN ]

# TRATAT

## de înțelegere, prietenie și cooperare între Republica Franceză și Republica Moldova

Republica Franceză și Republica Moldova,  
pornind de la relațiile tradiționale de prietenie și de la afi-  
nitățile de cultură și civilizație existente între popoarele celor  
două state,

convinse de necesitatea întăririi solidarității europene prin  
apropierea între state, întemeiată pe respectul valorilor univer-  
sale de libertate, democrație și solidaritate, precum și pe res-  
pectarea drepturilor omului,

reafirmînd fidelitatea statelor lor față de obligațiile ce de-  
curg din Carta ONU și confirmîndu-și angajamentele pe care și  
le-au asumat în cadrul Conferinței pentru Securitate și Coope-  
rare în Europa, inclusiv prin Actul Final de la Helsinki și Car-  
ta de la Paris pentru o nouă Europă,

ținînd cont de voința Republicii Moldova de a făuri o socie-  
tate democratică, obiectiv pe care Franța îl va încuraja prin  
sprijinul său activ,

dorînd să inițieze și să dezvolte relații bilaterale în dome-  
niile politic, economic, cultural și științific pentru aprofundarea  
înțelegerii și încrederii reciproce,

convinse că stabilirea unor relații calitativ noi între Repub-  
lica Franceză și Republica Moldova va corespunde intereselor  
popoarelor lor și va contribui la consolidarea păcii în Europa,

avînd în vedere competențele Comunităților Europene și  
perspectiva Uniunii Europene și apreciînd consolidarea lor drept  
factor de o importanță primordială pentru edificarea unei Eu-  
rope unite și solidare,

au decis să întărească relațiile de înțelegere și prietenie și  
în acest scop au convenit asupra celor ce urmează:

### Articolul 1

1. Republica Franceză și Republica Moldova se angajează  
să dezvolte relații de încredere și cooperare în toate domeniile,  
conform angajamentelor asumate în baza Actului Final de la  
Helsinki și a Cartei de la Paris.

2. Pentru realizarea prevederilor prezentului Tratat, Părți-  
le vor încheia după necesitate alte acorduri și înțelegeri.



## Articolul 2

1. Republica Franceză și Republica Moldova vor acționa pentru crearea unei Europe pașnice și solidare.

2. În această perspectivă, ele vor dezvolta cooperarea politică, economică și culturală atât pe plan bilateral, cât și multilateral; ele vor activa pentru ca Europa să evolueze spre o comunitate democratică de drept ce ar putea căpăta forma unei confederații.

3. Republica Franceză se angajează să favorizeze dezvoltarea și aprofundarea relațiilor dintre Republica Moldova și Comunitățile Europene. În acest scop ea va sprijini inițierea unor discuții între Republica Moldova și Comunitățile Europene.

4. Angajamentele pe care și le asumă Republica Franceză în acordurile bilaterale franco-moldave nu prejudiciază Tratatul comunitare și actele adoptate pentru aplicarea lor.

5. Republica Franceză va favoriza admiterea Republicii Moldova în Consiliul Europei, considerând acest act drept un factor important în vederea integrării ei în Europa unită.

## Articolul 3

1. Republica Franceză și Republica Moldova vor organiza consultări regulate, la nivel corespunzător, asupra relațiilor bilaterale și problemelor internaționale de interes comun, în special asupra problemelor fundamentale ce țin de securitate și cooperare în Europa.

2. Întîlnirile la nivel înalt vor fi organizate cu acordul Părților.

3. Miniștrii afacerilor externe, care urmăresc realizarea de ansamblu a prezentului Tratat, se vor întîlni cel puțin o dată pe an. Reuniunile de lucru ale reprezentanților ministerelor afacerilor externe vor avea loc cel puțin o dată pe an.

4. Ceilalți membri ai Guvernelor celor două state se vor întîlni pentru a examina chestiunile de interes comun în funcție de necesități.

## Articolul 4

1. Avînd în vedere schimbările fundamentale survenite în Europa în domeniul securității, Republica Franceză și Republica Moldova vor dezvolta și își vor aprofunda relațiile pe plan militar și vor proceda la schimburi regulate de opinii asupra concepțiilor lor în domeniile politic și militar.

2. Ele vor favoriza în acest scop contactele și cooperarea între ministerele și instituțiile de resort.

### **Articolul 5**

1. În cazul apariției în Europa a unei situații care ar conduce la violarea păcii sau care ar pune în pericol securitatea uneia dintre Părți, Partea respectivă poate cere celeilalte Părți să se procedeze neîntârziat la consultări pentru a elabora, în măsura posibilităților, o viziune comună asupra mijloacelor depășirii acestei situații.

2. Republica Franceză și Republica Moldova își reafirmă atașamentul față de reglementarea pașnică a diferendelor conform dreptului internațional și, în special, conform prevederilor Cartei Organizației Națiunilor Unite, precum și față de angajamentele asumate în cadrul Conferinței pentru Securitate și Cooperare în Europa.

### **Articolul 6**

Republica Franceză și Republica Moldova vor coopera strâns în cadrul Conferinței pentru Securitate și Cooperare în Europa. Ele își vor coordona acțiunile în scopul consolidării instituțiilor ei prin mijloacele corespunzătoare, în special pe plan juridic, pentru garantarea stabilității, securității și principiilor statului de drept pe continentul european. Ele vor favoriza, în particular, adoptarea normelor menite să contribuie la prevenirea conflictelor.

### **Articolul 7**

Republica Franceză și Republica Moldova vor colabora în special în cadrul Conferinței pentru Securitate și Cooperare în Europa întru menținerea păcii și întărirea securității în Europa, vor depune eforturi pentru a stabili între toate statele europene noi raporturi de securitate.

### **Articolul 8**

1. Republica Franceză și Republica Moldova, subliniind aportul decisiv al acordurilor pentru dezarmare la menținerea securității europene și internaționale, vor continua să susțină în cadrul CSCE procesul dezarmării, întăririi încrederii și securității și cooperării în domeniul securității și prevenirii conflictelor.

2. Părțile vor acorda o importanță deosebită măsurilor menite să evite proliferarea armelor de distrugere în masă și în acest scop vor activa concertat în instanțele internaționale.

#### Articolul 9

1. În perspectiva edificării unui ansamblu european, Republica Franceză și Republica Moldova se angajează să creeze un climat favorabil aprofundării cooperării lor economice, care va avea o semnificație deosebită în realizarea reformelor economice în Republica Moldova.

2. În acest scop ele vor crea o Comisie mixtă interguvernamentală de cooperare economică, industrială și financiară.

3. Fiecare Parte va depune eforturi pentru ameliorarea condițiilor de activitate pe teritoriul său a întreprinderilor celeilalte Părți, pentru încurajarea investițiilor directe și crearea de întreprinderi mixte.

4. Părțile vor coopera, ținând seama de interesele reciproce, și cu alte țări membre ale Comunității Europene, în cadrul instituțiilor economice și financiare internaționale, în special cu Banca Europeană pentru Reconstrucție și Dezvoltare, Banca Mondială și Fondul Monetar Internațional.

5. Părțile vor depune eforturi pentru cooperare atât bilaterală, cât și europeană în domeniul modernizării ansamblului infrastructurilor, transporturilor, comunicațiilor, sistemelor energetice, urbanistic și de amenajare a teritoriului.

#### Articolul 10

1. Republica Franceză și Republica Moldova, contribuind la crearea unui spațiu cultural european, vor aprofunda conlucrarea în domeniile științei, tehnicii, educației și culturii, acordând o atenție deosebită instruirii cadrelor în aceste domenii.

2. Fiecare dintre Părți va încuraja pe teritoriul său dezvoltarea studierii limbii celeilalte Părți.

3. Părțile vor contribui la dezvoltarea relațiilor dintre instituțiile de învățământ, stimulând schimburile și contactele directe între savanți, profesori, studenți și elevi.

4. Pentru a asigura o mai bună cunoaștere între popoarele celor două state, Părțile vor sprijini schimburile culturale și artistice, vor favoriza cooperarea în domeniul mass-media, precum și difuzarea cărților și presei lor.

5. Părțile vor încuraja contactele între cetățenii celor două state, în special schimburile între tinerii din Republica Franceză și Republica Moldova atât în domeniul culturii, cât și al sportului. În acest scop contactele directe între asociații și federații vor fi încurajate în cadrul cooperării decentralizate.

6. Părțile vor încheia un Acord privind cooperarea culturală, științifică și tehnică, vor crea o Comisie mixtă interguvernamentală de cooperare culturală, științifică și tehnică și vor proceda cu regularitate la elaborarea programelor de schimburi culturale, științifice și tehnice, stabilind direcțiile prioritare ale cooperării și modalitățile concrete de realizare.

7. Pentru a prezerva unitatea cooperării lor și a spori eficiența, Părțile au convenit să stabilească legături permanente între Comisiile mixte interguvernamentale, prevăzute în punctul 2 al articolului 9 și punctul 6 al articolului 10.

### **Articolul 11**

Republica Franceză și Republica Moldova vor favoriza colaborarea între Parlamentele și parlamentarii lor, precum și între alte organe electivă ale celor două state.

### **Articolul 12**

1. În acest scop Republica Franceză și Republica Moldova vor încuraja cooperarea decentralizată, respectind obiectivele definite prin prezentul Tratat.

2. Părțile vor încuraja stabilirea și dezvoltarea relațiilor între orașe și alte formațiuni teritorial-administrative.

3. În același spirit Părțile vor favoriza colaborarea între organizațiile politice, sociale și sindicale ale celor două state.

4. Părțile își asumă organizarea unui schimb de opinii în domeniile juridic și administrativ.

### **Articolul 13**

Având în vedere importanța globală a protecției mediului înconjurător, Părțile vor depune eforturi pentru cooperare în acest domeniu, în vederea prevenirii calamităților naturale, riscurilor tehnologice și lichidării consecințelor lor.

### **Articolul 14**

1. Republica Franceză și Republica Moldova vor iniția și vor dezvolta cooperarea în domeniul consular.

2. Părțile vor crea condițiile corespunzătoare pentru ameliorarea circulației cetățenilor lor între cele două state.

### **Articolul 15**

Republica Franceză și Republica Moldova vor colabora în combaterea criminalității organizate, terorismului, traficului de stupefiante, contrabandei, inclusiv a exportului ilegal de bunuri culturale.

### **Articolul 16**

Prevederile prezentului Tratat nu afectează angajamentele Părților față de terțe state și nu sînt îndreptate împotriva nici unuia dintre ele.

**Articolul 17**

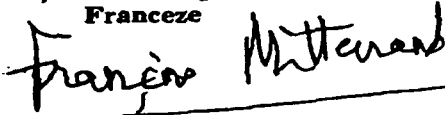
1. Prezentul Tratat va fi supus ratificării și va intra în vigoare după 30 de zile de la data recepționării ultimului instrument de ratificare.

2. Prezentul Tratat se încheie pe un termen de 10 ani. Durata lui de acțiune va fi prelungită din cinci în cinci ani prin reconducțiune tacită, cu excepția cazului când una dintre Părți va notifica celeilalte Părți în scris și printr-un preaviz cu un an înainte de expirarea termenului de acțiune în curs, asupra deciziei sale de a denunța Tratatul.

Intocmit la Paris, la 29 ianuarie 1993, în două exemplare, fiecare în limbile franceză și română, ambele texte având aceeași valoare.

Pentru  
**REPUBLICA FRANCEZĂ**

Președintele Republicii  
Franceze



**FRANCOIS MITTERRAND**

Pentru  
**REPUBLICA MOLDOVA**

Președintele Republicii  
Moldova



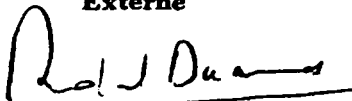
**MIRCEA SNEGUR**

Prim-ministru



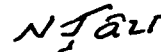
**PIERRE BEREGOVOY**

Ministru de Stat  
Ministrul Afacerilor  
Externe



**ROLAND DUMAS**

Ministrul Afacerilor  
Externe



**NICOLAE ȚAU**

[TRANSLATION - TRADUCTION]

TREATY OF UNDERSTANDING, FRIENDSHIP AND COOPERATION BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE REPUBLIC OF MOLDOVA

The French Republic and the Republic of Moldova,

Guided by the traditional relations of friendship and the affinities of culture and civilization between the peoples of the two States,

Convinced of the need to strengthen European solidarity through a rapprochement among States based on respect for the universal values of freedom, democracy and solidarity and on respect for human rights,

Reaffirming their States' commitment to their obligations under the Charter of the United Nations, and confirming the obligations they have undertaken within the framework of the Conference on Security and Cooperation in Europe, particularly in the Helsinki Final Act and the Charter of Paris for a New Europe,

Bearing in mind the determination of the Republic of Moldova to build a democratic society, a goal that France is encouraging with its active support,

Desiring to initiate and develop bilateral relations in the political, economic, cultural and scientific fields with a view to deepening understanding and trust between them,

Convinced that the establishment of qualitatively new relations between the French Republic and the Republic of Moldova is in the interests of the peoples of the two States and contributes to the consolidation of peace in Europe,

Bearing in mind the areas of competence of the European Communities and the perspective of the European Union, and considering that the strengthening of the Communities is of paramount importance in building a united Europe based on solidarity,

Have decided to forge closer ties of understanding and friendship and to this end have agreed as follows:

*Article 1*

1. The French Republic and the Republic of Moldova undertake to develop relations of trust and cooperation in all fields, in accordance with the obligations they have undertaken in the Helsinki Final Act and the Charter of Paris.

2. The Parties shall conclude, as necessary, other agreements and arrangements with a view to implementing the provisions of this Treaty.

*Article 2*

1. The French Republic and the Republic of Moldova shall strive to build a Europe based on peace and solidarity.

2. To this end, they shall develop their political, economic and cultural cooperation at the bilateral and multilateral levels. They shall endeavour to promote the evolution of Eu-

rope into a community governed by the rule of law and democracy, which could take the form of a confederation.

3. The French Republic undertakes to foster the development and deepening of relations between the Republic of Moldova and the European Communities. To this end, it shall support commencement of talks between the Republic of Moldova and the European Communities.

4. The obligations undertaken by the French Republic in bilateral Franco/Moldovan agreements shall respect the Treaties of the European Communities and the acts adopted for the purpose of their implementation.

5. The French Republic shall promote the admission of the Republic of Moldova to the Council of Europe, which it regards as an important step with a view to its integration into a united Europe.

#### *Article 3*

1. The French Republic and the Republic of Moldova shall hold regular consultations, at the appropriate levels, on their bilateral relations and international issues of common concern, in particular the basic issues of security and cooperation in Europe.

2. Meetings at the highest level shall be organized by agreement between the Parties.

3. The Ministers for Foreign Affairs, who shall monitor the overall implementation of this Treaty, shall meet at least once a year. Working meetings between representatives of the Ministries of Foreign Affairs of the two States shall be held at least once a year.

4. The other members of the Governments of the two States shall meet as necessary to discuss issues of common concern.

#### *Article 4*

1. Bearing in mind the radical changes that have taken place in Europe in the area of security, the French Republic and the Republic of Moldova shall develop and deepen their military relations and shall hold regular exchanges of views on their approaches to political and military matters.

2. To this end, they shall encourage contacts and cooperation between competent ministries and institutions.

#### *Article 5*

1. In the event that a situation arises in Europe that might create a breach of peace or threaten the vital security interests of either Party, that Party may propose to the other Party that joint consultations should be held without delay with a view to adopting, as far as possible, a common position on the means of resolving the situation.

2. The French Republic and the Republic of Moldova reaffirm their commitment to the peaceful settlement of disputes, in accordance with international law and, in particular, the

provisions of the Charter of the United Nations and the obligations they have undertaken within the framework of the Conference on Security and Cooperation in Europe.

*Article 6*

The French Republic and the Republic of Moldova shall cooperate closely within the framework of the Conference on Security and Cooperation in Europe. They shall work together to strengthen its institutions and to provide it with the necessary means, particularly in the legal field, to guarantee stability, security and the rule of law on the European continent. They shall promote, in particular, the adoption of standards likely to contribute to the prevention of conflicts.

*Article 7*

The French Republic and the Republic of Moldova shall collaborate, particularly within the framework of the Conference on Security and Cooperation in Europe, in the maintenance of peace and the strengthening of security in Europe and shall combine their efforts with a view to establishing security relations of a new kind among all the European States.

*Article 8*

1. The French Republic and the Republic of Moldova, underlining the decisive contribution of disarmament agreements to European and international security, shall continue to support, within the framework of the Conference on Security and Cooperation in Europe, the process of disarmament, confidence-building, the strengthening of security and cooperation in the areas of security and conflict prevention.

2. The Parties attach special importance to measures likely to prevent the proliferation of weapons of mass destruction and shall work together to this end in international forums.

*Article 9*

1. The French Republic and the Republic of Moldova undertake to create, in the context of European integration, an environment favourable to the deepening of their economic cooperation, which will be of particular importance for the implementation of economic reforms in the Republic of Moldova.

2. To this end, they shall establish a Joint Intergovernmental Commission for Economic, Industrial and Financial Cooperation.

3. Each Party shall endeavour to improve conditions for the operation of enterprises of the other Party in its territory and to encourage direct investment and the establishment of joint enterprises.

4. Bearing in mind their mutual interests and in concert with the other State members of the European Community, the Parties shall cooperate within the framework of the international economic and financial institutions, in particular the European Bank for Reconstruction and Development, the World Bank and the International Monetary Fund.



5. The Parties shall endeavour to cooperate both bilaterally and at the European level in the modernization of all infrastructures and in the fields of transport, communications, energy, town planning and national and regional development.

*Article 10*

1. The French Republic and the Republic of Moldova in contributing to the establishment of a European cultural area, shall strengthen their cooperation in the fields of science, technology, education and culture, placing particular emphasis on the training of managers in these fields.

2. Each Party shall promote in its territory the teaching of the language of the other Party.

3. The Parties shall contribute to the establishment of ties between educational institutions by encouraging exchanges and direct contacts between teachers, researchers, students and pupils.

4. In order to ensure better understanding between the peoples of the two States, the Parties shall promote cultural and artistic exchanges and encourage cooperation in the media and the dissemination of the books and press of the other States.

5. The Parties shall encourage contacts between nationals of the two States, especially exchanges between French and Moldovan youth in both the cultural and sporting fields. In this connection, direct contacts between associations and federations shall be encouraged within the framework of cooperation between local authorities.

6. The Parties shall conclude between them an agreement on cultural, scientific and technical cooperation, create a Joint Intergovernmental Commission for Cultural, Scientific and Technical Cooperation and develop cultural, scientific and technical exchange programmes on a regular basis establishing the priority targets for their cooperation and defining the practical modalities of implementation.

7. In order to preserve the cohesion of their cooperation and to enhance its effectiveness, the Parties have agreed to establish permanent links between the joint intergovernmental commissions provided for in article 9, paragraph 2, and article 10, paragraph 6.

*Article 11*

The French Republic and the Republic of Moldova shall promote cooperation between the parliaments and parliamentarians and between other elected bodies of the two States.

*Article 12*

1. The French Republic and the Republic of Moldova shall encourage cooperation between their local authorities, in keeping with the goals set forth in this Treaty.

2. To this end, the Parties shall encourage the establishment and development of relations at the level of towns and other territorial and administrative entities.

3. In the same spirit, the Parties shall facilitate cooperation between the political, social and trade-union organizations of the two States.

4. The Parties undertake to exchange views in the legal and administrative fields.

*Article 13*

Conscious of the importance of environmental protection issues at the global level, the French Republic and the Republic of Moldova shall cooperate in this field, particularly with a view to preventing natural disasters and technological hazards and dealing with their consequences.

*Article 14*

1. The French Republic and the Republic of Moldova shall initiate and develop cooperation in consular matters.

2. The Parties shall make the necessary arrangements to facilitate the movement of their nationals between the two States.

*Article 15*

The French Republic and the Republic of Moldova shall cooperate in combating organized crime, terrorism, drug- trafficking, smuggling and the illegal export of cultural property.

*Article 16*

The provisions of this Treaty shall in no way affect the Parties' obligations to third States and shall not be directed against any of those States.

*Article 17*

1. This Treaty is subject to ratification and shall enter into force 30 days after the day on which the last instrument of ratification is received.

2. The Treaty is concluded for a period of 10 years. It shall be automatically extended for successive five-year periods, unless one of the Parties notifies the other Party in writing of its decision to denounce the Treaty at least one year prior to the expiry of the current period of validity.

Done at Paris on 29 January 1993 in duplicate in the French and Romanian languages,  
both texts being equally authentic.

For the French Republic:

FRANÇOIS MITTERRAND  
President of the French Republic

PIERRE BEREGOVY  
Prime Minister

ROLAND DUMAS  
Minister of State Minister for Foreign Affairs

For the Republic of Moldova:

MIRCEA SNEGUR  
President of the Republic of Moldova

NICOLAE TAU  
Minister for Foreign Affairs

